

PLUS SAMEDI

GRANDS REPORTAGES, ANALYSES, FORUM

STOPPEZ LA CHICANE!
L'ÉDITORIAL
DE NATHALIE COLLARD
PAGE 7

CARICATURE
L'ACTUALITÉ VUE
PAR SERGE CHAPLEAU
PAGE 7



UN NOIR OU UNE FEMME?

Mardi prochain, les électeurs de 24 États américains voteront pour choisir les candidats qui porteront les couleurs démocrates ou républicaines à l'élection présidentielle de l'automne 2008. Ce Super Tuesday, qui se tiendra dans quelques-uns des États les plus peuplés, dont New York, l'Illinois et la Californie, pourrait marquer un point de non-retour dans la course à la Maison-Blanche. Quelle que soit l'issue de cette consultation, une chose est déjà acquise: les démocrates marqueront un précédent dans l'histoire politique des États-Unis, en choisissant ou bien la première candidate femme — ou bien le premier candidat noir.

VOICI LES PORTRAITS DE DEUX CANDIDATS ATYPIQUES: HILLARY CLINTON ET BARACK OBAMA.



PHOTOS GETTY IMAGES, AFP, REUTERS, BRIAN SNYDER



LE SÉJOUR DE VOTRE ENFANT OFFERT!*

7 270 \$* FAMILLE DE 4 PERSONNES Punta Cana, *Rép. dominicaine* / départ le 29 mars

Offre disponible pour un voyage entre le 23 février et le 27 juin 2008
à Punta Cana, *Rép. dominicaine* - Sandpiper, *Floride* - Cancun Yucatan et Ixtapa Pacific, *Mexique*

514.270.1237



CINQUIÈME SAISON

30 avenue de l'Épée | Outremont | sans frais : 1 800 5.SAISON

*Départs de Montréal. Pour les nouvelles réservations seulement. Le prix en exemple est pour une famille de 4 (2 adultes et 2 enfants de 5 et 11 ans), pour 7 jours, dans une chambre de catégorie standard, vol inclus (Air Transat). L'offre s'applique aux enfants âgés entre 0 et 15 ans, séjournant entre le 23 février et le 27 juin 2008 (entre le 02 février et le 27 juin 2008 pour Sandpiper). Un minimum de 7 nuits est requis. Frais d'adhésion en sus. Titulaire d'un permis du Québec. Les conditions particulières de cette offre, visibles sur clubmed.ca (section Offres spéciales), et les conditions générales de la brochure s'appliquent.
Le prix inclut la TPS et la TVQ mais pas les frais de contribution au fonds d'indemnisation des clients des agents de voyages de 3.50\$ par 1,000\$.

Club Med
TOUS LES BONHEURS DU MONDE

Les secrets

QU'EST-CE QUI FAIT DONC COURIR HILLARY CLINTON? À LA SURPRISE GÉNÉRALE, L'ANCIENNE STAR DU CHIC WELLESLEY COLLEGE AVAIT MIS SA CARRIÈRE EN SOURDINE POUR LIER SON DESTIN À CELUI D'UN COUREUR DE JUPONS NOTOIRE. DONT LES FRASQUES LUI ONT PEUT-ÊTRE FOURNI LE CARBURANT DONT ELLE AVAIT BESOIN POUR SE LANCER EN POLITIQUE.



RICHARD HÉTU
COLLABORATION SPÉCIALE
NEW YORK

On lui reproche souvent d'être calculatrice, mais c'est un coup de tête qui la transforma, dès l'âge de 21 ans, en emblème national.

Brillante et déterminée, Hillary Rodham était déjà reconnue et admirée sur le campus du Wellesley College, une université privée féminine située près de Boston. C'est d'ailleurs à titre de leader de la promotion de 1969 que la native de Chicago créa un précédent en prenant la parole à l'occasion de la cérémonie de remise des diplômes, par une journée radieuse de mai.

Conscientieuse, la jeune battante avait consulté ses consoeurs de classe avant de rédiger son allocution. Mais elle décida de mettre son texte de côté en entendant l'orateur qui la précédait au micro. Il s'agissait du sénateur républicain du Massachusetts Edward Brooke, premier Noir à occuper un tel poste à Washington, qui s'évertuait à défendre les politiques de Richard Nixon.

Parlant du fond du cœur, Hillary Rodham critiqua le sénateur et exprima le dégoût des jeunes vis-à-vis de la guerre du Vietnam et leur désir d'une société nouvelle. Son audace lui valut d'apparaître sur la couverture de la revue *Life*, qui fit d'elle une porte-parole de sa génération. Allaient suivre des invitations à s'adresser à la prestigieuse League of Women Voters et à apparaître à la télévision.

Aussi, à l'automne 1969, la Hillary Rodham qui arriva sur le campus de la prestigieuse Université Yale était bel et bien une star, à qui l'on prédisait un brillant avenir en politique. Cela dit, elle ne s'imaginait ni sénatrice ni présidente, mais militante. Quoi qu'il en soit, elle ne manqua pas d'attirer l'attention d'un certain Bill Clinton, qui brûlait d'ambition politique et d'amour pour les femmes. À plusieurs reprises, au cours des années suivantes, celui-ci la demanda en vain en mariage.

Après avoir examiné la question sous tous ses angles, elle finit par dire oui, sachant très bien que son homme était un coureur. Sa décision estomaqua plusieurs de ses amies, qui y voyaient une renonciation à ses ambitions professionnelles. Suivit-elle Bill en Arkansas par amour ou par calcul?

Un secret de 30 ans

Aucune des biographies pléthoriques consacrées à Hillary Rodham Clinton n'apporte une réponse définitive à cette question. Mais l'une des plus récentes, celle du célèbre journaliste Carl Bernstein, intitulée *A Woman in Charge* (Une femme en marche) fournit des détails inédits et éclai-

rants sur la jeunesse de la sénatrice de New York. Des détails qui pourraient expliquer non seulement sa décision d'épouser Bill Clinton mais également celle de rester avec lui.

Le sujet mérite d'être exploré, car le mariage d'Hillary et Bill Clinton est au cœur de la course à l'investiture démocrate. Il sera également au cœur de la présidence de la sénatrice de New York, si elle est élue à la Maison-Blanche.

En 1974, avant de prendre la route de l'Arkansas, l'un des États américains les plus pauvres et reculés, Hillary Rodham, fraîchement émoulue de Yale, vécut une expérience exaltante à Washington. Alors que Bill Clinton faisait campagne en Arkansas pour obtenir un siège à la Chambre des représentants, elle travailla comme chercheuse au sein du comité chargé de rédiger la mise en accusation de Richard Nixon, soupçonné d'avoir violé la loi dans l'affaire du Watergate.

Songeant à pratiquer le droit dans la capitale américaine, elle se présenta à la même époque à l'examen du barreau local. Bill lui souhaite bonne chance. S'il était élu, il pourrait rejoindre son Hillary à Washington, où les deux étaient promis à un succès assuré, en solo ou en duo.

Ce succès allait être reporté. Car Bill Clinton ne devait pas être élu et Hillary Rodham devait échouer à l'examen du barreau de Washington, un rare échec qu'elle cacha à ses proches pendant 30 ans, révèle Carl Bernstein dans sa biographie.

Et si Hillary Clinton avait passé cet examen? Se serait-elle résolue à aller rejoindre Bill Clinton, dont elle savait qu'il la trompait avec une jeune étudiante qui faisait partie de son équipe de campagne?

Non au divorce

«Il y a pire que l'infidélité.» En 1989, Hillary Clinton confia cette pensée à Betsey Wright, qui s'en ouvrit plus tard à Carl Bernstein. Wright en avait déjà vu de toutes les couleurs aux côtés du gouverneur de l'Arkansas et de sa femme. En 1988, elle avait notamment convaincu Bill Clinton de ne pas briguer la présidence après avoir dressé la liste de toutes les femmes avec qui on lui prêtait une liaison et lui avoir demandé la vérité sur chacune d'elles.

Un an plus tard, Bill Clinton demandait le divorce à sa femme, croyant être tombé amoureux de Marilyn Jo Jenkins, gestionnaire d'une société énergétique d'Arkansas. C'est durant cette période éprouvante de son mariage qu'Hillary Clinton songea pour la première fois à descendre dans l'arène électorale, selon la biographie de Carl Bernstein. Lorgnant le poste de gouverneur de l'Arkansas, elle demanda au stratège Dick Morris de mener un sondage sur une course éventuelle. Morris lui rapporta des résultats décourageants.

Elle renonça donc à cette idée, tout en refusant à son mari le divorce qu'il réclamait. Dix ans plus tard, c'est dans la foulée d'une autre humiliation conjugale (l'affaire Lewinsky), qu'elle décida de briguer le siège du sénateur démocrate de New York Daniel Patrick Moynihan, qui se retirait.

Mais qu'y a-t-il de pire que l'infidélité? Aînée de trois enfants — elle a deux frères —, Hillary Clinton est née dans une famille dont les parents étaient à couteaux tirés. Homme d'affaires d'allégeance républicaine, Hugh Rodham était un mari et un père exigeant et autoritaire, sujet à des explosions verbales dont sa femme Dorothy était souvent la cible. Après avoir visité les Rodham, plusieurs amis d'Hillary se demandèrent pourquoi sa mère ne divorçait pas de son mari, qui l'humiliait souvent devant les autres.

Mais Dorothy Rodham ne croyait pas au divorce, sauf dans les situations extrêmes, comme elle le répéta à sa fille pendant toute la décennie 80.

De l'abandon à la rédemption

Qu'y a-t-il de pire que l'infidélité? Il y a l'abandon. Dans son autobiographie, intitulée *Mon histoire*, Hillary Clinton s'ouvre sur l'enfance malheureuse de sa mère, livrée à elle-même par sa propre mère, Della Murray, qui avait des origines franco-canadiennes et écossaises. Pendant 10 ans, Dorothy vécut chez ses grands-parents paternels en Californie. Femme sévère, sa grand-mère lui infligea plusieurs punitions, la consignant notamment à sa chambre pendant une année entière. La faute de Dorothy? Avoir quémandé des bonbons avec des camarades de classe à l'Halloween.

«Cette sanction d'une cruauté sans nom resta en vigueur pendant plusieurs mois, jusqu'au jour où la soeur d'Emma leur rendit visite et fit lever la punition», précise Hillary Clinton dans son autobiographie.

Dorothy Rodham voyait grand pour sa fille, lui prédisant un siège à la Cour suprême des États-Unis. Elle lui disait souvent: «Veux-tu avoir le premier rôle dans ta vie ou le rôle mineur de celui qui agit en fonction de ce que les autres pensent ou disent?»

L'influence de Dorothy Rodham a sans doute pesé dans la décision de sa fille d'étudier le droit, de militer pour les droits des enfants, de consacrer sa vie au service public. L'influence de Hugh Rodham, disparu en 1993, se voit peut-être dans la pugnacité de sa fille.

Mais Bill Clinton est celui qui aura joué le rôle le plus important dans la vie politique de sa femme, de l'affaire Whitewater au fiasco de la réforme du système de santé en passant par le Monicagate, un scandale qui a peut-être joué un rôle déterminant dans la décision d'Hillary Clinton de lancer sa première campagne électorale en 1999. C'est du moins la thèse de Carl Bernstein.

«Elle n'était pas seulement en quête d'un siège au Sénat mais également d'une rédemption: la sienne, celle de son mari et celle de la présidence de Bill Clinton», a-t-il écrit.

Les grandes dates de sa vie

☆ **26 octobre 1947**
NAISSANCE

☆ **31 mai 1969**
DISCOURS AU
WELLESLEY COLLEGE

☆ **11 octobre 1975**
MARIAGE AVEC
BILL CLINTON

☆ **27 février 1980**
NAISSANCE
DE CHELSEA
CLINTON

☆ **28 septembre 1993**
TÉMOIGNAGE HISTORIQUE
DE LA FIRST LADY DEVANT UNE
COMMISSION SÉNATORIALE SUR
SA RÉFORME DU SYSTÈME DE SANTÉ

d'Hillary

PROGRAMME

SANTÉ

« Je crois qu'en Amérique, chaque homme, femme et enfant devrait avoir accès à une couverture santé abordable et de qualité », a déclaré Hillary Clinton en annonçant son projet de réforme du système de santé. La candidate promet des crédits d'impôt aux PME qui financeront la couverture de leurs employés. Les grandes entreprises auraient elles l'obligation de proposer une assurance ou de financer un fonds de couverture santé public.

AVORTEMENT

« Nous pouvons tous reconnaître que l'avortement représente un choix triste, tragique même, pour beaucoup, beaucoup de femmes », a déclaré la sénatrice de New York en janvier 2005, défendant le droit des femmes à l'avortement, tout en affirmant que ce dernier doit demeurer exceptionnel.

RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

Membre d'une commission sénatoriale sur l'environnement, Hillary Clinton propose diverses initiatives pour réduire de 30 % les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050. « Il s'agit du plus grand défi auquel nous faisons face depuis une génération, un défi pour notre économie, notre sécurité, notre santé et notre planète », a-t-elle dit en 2007.

IMMIGRATION

« Ceux qui prétendent arrêter des millions de clandestins pour les renvoyer chez eux vous mentent, car c'est irréalisable. En fait, ces démagogues prolongent le statu quo, qui profite aux illégaux », dit Hillary Clinton, qui préconise un renforcement de la frontière avec le Mexique, doublé d'une perspective de régularisation pour les quelque 12 millions d'illégaux aux États-Unis, moyennant le paiement d'une amende, l'acquittement des arriérés d'impôts et l'apprentissage de l'anglais.

IRAK

Après avoir approuvé la résolution autorisant le recours de la force contre l'Irak, Hillary Clinton est devenue une opposante à l'intervention militaire. Elle promet d'entamer le retrait des troupes américaines d'Irak dans les 60 jours qui suivront son accession à la présidence. Son objectif est de rapatrier la plupart des soldats américains d'ici à 2013.

IRAN

« Je ne suis pas en faveur de cette marche vers la guerre, mais je ne suis pas en faveur de ne rien faire », a déclaré Hillary Clinton après avoir voté en faveur d'une résolution adoptée pour inscrire le corps iranien des Gardes de la Révolution sur la liste noire d'organisations terroristes. La sénatrice est favorable à une diplomatie vigoureuse afin de faire renoncer l'Iran à ses ambitions nucléaires. Elle est aussi décidée à bloquer les tentatives de l'administration Bush d'attaquer l'Iran.

ÉCONOMIE

La candidate a proposé le 11 janvier un plan d'urgence de 70 milliards de dollars afin de prévenir une récession économique en 2008. Son plan prévoit notamment 30 milliards de dollars de fonds d'urgence pour aider les familles à bas revenus touchées par la crise des emprunts *subprimes*. « Je ne pense pas que nous puissions attendre. Trop de gens vont être touchés, d'emplois perdus, trop de maisons vont être saisies », a-t-elle dit.

☆ **27 janvier 1998**
ENTREVUE À L'ÉMISSION
TODAY SUR L'AFFAIRE
LEWINSKY

☆ **7 novembre 2000**
ÉLECTION AU SÉNAT
DES ÉTATS-UNIS

☆ **11 octobre 2002**
VOTE POUR LA RÉOLUTION
AUTORISANT LE RECOURS
DE LA FORCE CONTRE L'IRAK

☆ **20 janvier 2007**
LANCEMENT
DE SA CAMPAGNE
PRÉSIDENTIELLE

Les racines

BARACK OBAMA A TROUVÉ SA VOIE À CHICAGO DANS LES ANNÉES 80. EN PLEINE QUÊTE D'IDENTITÉ, IL EST DEvenu ORGANISATEUR COMMUNAUTAIRE DANS LES QUARTIERS NOIRS ET DÉFAVORISÉS DE LA MÉTROPOLE DU MIDWEST. NOTRE JOURNALISTE A SUIVI LES TRACES LAISSÉES LÀ-BAS PAR LE JEUNE SÉNATEUR DÉMOCRATE. IL A DÉCOUVERT QUE SON PARCOURS ATYPIQUE EST À LA SOURCE DE SES SUCCÈS POLITIQUES.



ALEXANDRE SIROIS
ENVOYÉ SPÉCIAL

CHICAGO

Ce n'est pas le genre de quartier où vous voudriez parfaire votre éducation.

Pour y parvenir, vous avez filé vers le sud pendant une bonne vingtaine de minutes à partir du centre de Chicago. La réflexion des gratte-ciel dans votre rétroviseur s'est atténuée. Vous avez ensuite vu poindre les trop nombreux prêteurs sur gages et les autres établissements où l'on se dit ravi de vous «avancer de l'argent».

Ça et là, vous avez aperçu divers commerces et édifices à l'abandon, aux fenêtres parfois brisées, souvent placardées. Et quelques passants, qui défiaient tant le froid glacial que la violence. Ce quartier est l'un des plus dangereux de la ville.

Pourtant, c'est justement ici, dans le secteur le plus défavorisé du «South Side» de Chicago, que Barack Obama dit avoir reçu «la meilleure éducation» de sa vie.

C'est ici, renchérit le révérend Alvin Love, qu'est «né» le candidat à la présidence qu'on connaît aujourd'hui. Celui qui, grâce à ses aptitudes de rassembleur et son message de changement, pourrait devenir le premier président noir des États-Unis.

«C'est ici qu'il a trouvé sa vocation, qu'il a découvert à quoi pourraient servir ses dons», explique ce révérend noir vêtu d'un complet sombre, dont la chaleureuse voix de baryton rappelle celle du politicien démocrate.

Trop idéaliste

L'homme de foi nous accueille dans une petite salle de conférence coïncée entre la chapelle et le sanctuaire de son église. Il nous raconte sa première rencontre avec Obama comme si elle datait d'hier.

«Il est arrivé en marchant, juste là», dit-il en montrant les larges fenêtres percées dans la façade de l'édifice en brique. «Je me suis dit : combien d'argent va-t-il me demander, ce gars ? Assez pour s'acheter un hamburger, peut-être ?», ajoute le révérend en s'esclaffant. Il allait se rendre compte assez vite qu'Obama n'était pas là pour mendier.

C'était au milieu des années 80. Le futur candidat à la présidence venait tout juste de s'établir à Chicago. Il avait 24 ans et, en poche, un diplôme de sciences politiques de l'Université Columbia à New York.

Après avoir quitté les bancs

d'école, il avait travaillé au sein d'une firme new-yorkaise qui aidait les entreprises américaines à faire des affaires à l'étranger. Or, de son propre aveu, il était trop idéaliste pour un tel boulot.

Il a donc posé sa candidature pour un poste d'organisateur communautaire à Chicago. Son but : prendre la tête du Developing Communities Project, mis sur pied pour aider les déshérités à se regrouper et réclamer du changement.

Pour obtenir un centre d'emploi dans le quartier, par exemple. Ou un programme de désamiantage des logements sociaux. Ou pour prévenir la consommation de drogue chez les jeunes, explique le révérend Love.

«Il est certain que ce fut une éducation exceptionnelle. Il a travaillé avec des gens qui n'avaient presque rien et leur a montré comment obtenir ce qu'ils voulaient en utilisant ce qu'ils avaient», résume-t-il.

Kenya + Kansas = Obama

Flashback : août 1961. Naissance d'Obama à Hawaï. Sa mère, Ann Dunham, est une Américaine blanche, originaire du Kansas. Son père, Barack Obama père, est un étudiant africain venu du Kenya. La grand-mère paternelle de Barack Obama fils habite d'ailleurs toujours ce pays africain.

Le jeune Barack a 2 ans lorsque son père abandonne la famille et retourne en Afrique. Quelques années plus tard, Ann Dunham tombe amoureuse d'un Indonésien. Elle le suit. Obama passera quatre ans dans ce pays d'Asie. Dans sa biographie, *Dreams from My Father*, il dit avoir été frappé par la pauvreté. Avoir appris là-bas que le monde est «violent, imprévisible et souvent cruel».

Il retourne à Hawaï à l'âge de 10 ans, pour vivre avec ses grands-parents maternels et étudier à la prestigieuse école Punahou, ce qui l'a mené à l'Occidental College de Los Angeles. Sa crise d'adolescence est doublée d'une quête d'identité. Un cocktail explosif. Il consomme, à l'époque, marijuana et cocaïne. Un dérapage qui revient régulièrement le hanter.

Il se cherchait encore lorsqu'il a abouti à Chicago. C'est un peu ce qui a poussé Jerry Kellman à le recruter. Cet homme qui ressemble à s'y méprendre à un professeur d'université, avec ses petites lunettes rondes et son ton didactique, avait besoin d'un organisateur communautaire.

«Il avait été un outsider toute sa vie. Même lors de ses études à Hawaï : il était l'un des seuls Africains-Américains. Alors je me disais qu'il allait s'identifier aux outsiders. Aux pauvres. Aux victimes de discrimination raciale», raconte-t-il.

Le salaire annuel était de 10 000\$,

assorti d'une allocation de 2000\$ pour acheter une automobile. Trois fois rien pour un diplômé de Columbia. Gregory Galluzzo, patron de Kellman, estimait qu'Obama jetterait rapidement l'éponge. «J'ai pensé : il est si bien instruit et il a tant de classe, c'est certain qu'une banque quelconque lui offrira un boulot à 300 000\$ et qu'il ira s'établir en banlieue.»

Rêves américains

Mais Obama a persisté. Il a passé trois ans à aider les plus pauvres de Chicago. De l'avis de ceux qui l'ont côtoyé à l'époque – et qui en parlent tous avec une admiration évidente – il s'agit d'une période charnière de sa vie.

«À mon avis, il a commencé à développer ici le cadre pour sa campagne actuelle. Son travail était de rassembler différents types de personnes. Et il était très bon pour faire ça. Encore aujourd'hui, il croit possible de rassembler différents types de personnes», dit Kellman, rencontré dans le presbytère d'une église du nord-ouest de Chicago.

«S'il n'était pas venu ici, il aurait poursuivi une carrière plus facile, mais il ne se serait pas rendu là où il est aujourd'hui», ajoute-t-il. «C'est ici qu'il est tombé amoureux des Afro-Américains et, par le fait même, tombé amoureux de lui-même», renchérit Galluzzo.

Le jeune nomade a pris racine à Chicago. Il a brièvement quitté la ville pour étudier le droit à Harvard, mais y est revenu aussitôt. Pour de bon. Il y a rencontré, Michelle, sa femme, mère de ses deux jeunes filles, en 1988. Dans un cabinet d'avocats.

Il a par la suite commencé à enseigner le droit à l'Université de Chicago. Mais il était «impatience avec la vie», comme il l'a lui-même écrit. Il s'est donc lancé en politique en 1996. Il avait 35 ans et a été élu au Sénat de l'Illinois.

Huit ans plus tard, après un discours remarqué à la convention démocrate de Boston, il faisait son entrée au Sénat américain, à Washington. Sa carrière politique prenait une trajectoire météorique.

Prodigieux conteur, Obama puise abondamment dans son passé pour alimenter ses discours. Il passe parfois plus de temps à exposer sa vie que son programme politique. À expliquer à ses partisans qu'il ne devrait pas être devant eux aujourd'hui car la vie semblait lui réserver un avenir plus sombre.

C'est ce qui lui permet de parler d'espoir de façon plus authentique que la plupart de ses rivaux. Et c'est ce qui en fait, aux yeux de plusieurs, l'incarnation du rêve américain. Un atout qui pourrait bien lui permettre d'aller au bout de ses propres rêves.

Les grandes dates de sa vie

★ **AOÛT 1961**
NAISSANCE
À HAWAÏ

★ **1985**
IL DEVIENT
ORGANISATEUR
COMMUNAUTAIRE
À CHICAGO

★ **1990**
IL EST LE PREMIER
AFRO-AMÉRICAIN À
PRÉSIDENTER LA HARVARD
LAW REVIEW

★ **1992**
MARIAGE AVEC
MICHELLE
ROBINSON

★ **1996**
IL EST ÉLU
AU SÉNAT
DE L'ILLINOIS

de Barack



L'ÉTUDIANT SURDOUÉ

Je garde un souvenir impérissable du premier discours de Barack Obama auquel j'ai assisté. C'était en juillet 2004, soit quatre mois avant son élection au Sénat américain.

Il était l'invité du Conseil des relations étrangères de Chicago. La salle était bourrée de têtes grises. Une audience qui, à mon grand étonnement, buvait les paroles de ce jeune politicien dénonçant la guerre en Irak.

On aurait dit un étudiant surdoué qui faisait la leçon à un groupe de professeurs aguerris.

Obama était déjà, à l'époque, un politicien plus grand que nature. Éloquent et charismatique.

Certains chroniqueurs politiques commençaient d'ailleurs à en parler comme d'un futur candidat à la présidence.

À l'issue de son discours, je lui avais demandé ce qu'il pensait de ces prédictions. Il les avait balayées d'un revers de la main. Un large sourire éclairait son visage et lui donnait un air espiègle. Comme s'il rêvait déjà à la Maison-Blanche.

«Je ne sais pas à quel point ces gens sont sérieux. Je tente de ne pas prendre les nouvelles trop au sérieux, à tout le moins lorsque c'est à mon sujet, parce que je tente de ne pas me prendre trop au sérieux», avait-il répliqué.

La Presse avait néanmoins titré à la une, le 19 juillet 2004 : «Un premier président noir ?» Une prédiction alors audacieuse, qui semble aujourd'hui banale. Trois ans et demi plus tard, Obama donne des sueurs froides à Hillary Clinton et pourrait s'emparer de la Maison-Blanche dès novembre prochain. — Alexandre Sirois

PROGRAMME

SANTÉ

S'il est élu, il promet qu'il élargira la couverture offerte par le gouvernement à tous les enfants. Il va aussi tenter d'offrir une assurance maladie à l'ensemble des adultes d'ici 2012.

AVORTEMENT

«Personne n'est pro-avortement», a déjà déclaré Obama. Il est en faveur du droit à l'avortement, mais souhaite prendre des moyens pour réduire le nombre d'interventions.

IMMIGRATION

Il souhaite offrir aux immigrants illégaux qui sont déjà aux États-Unis une «voie vers la citoyenneté». Une mesure très controversée. En contrepartie, il dit vouloir accroître la sécurité aux frontières.

IRAK

«Je ne m'oppose pas à toutes les guerres. Ce à quoi je m'oppose est une guerre stupide», a-t-il dit en octobre 2002, dénonçant la guerre en Irak. S'il est élu, il tentera de rapatrier les troupes en l'espace de 16 mois.

IRAN

«Je rencontrerais directement les leaders de l'Iran», a déclaré Obama, soulevant la polémique. Il privilégie la diplomatie à l'égard du régime des mollahs.

ECONOMIE

«Avec l'économie changeante, personne n'a un emploi jusqu'à la fin des ses jours», a dit Obama. Pour relancer l'économie américaine, il souhaite réduire les impôts pour la classe moyenne et les foyers les plus pauvres.

À LIRE DEMAIN

Un septuagénaire ou un mormon? Les portraits de John McCain et Mitt Romney, qui mènent la course chez les républicains.

☆ **1999**
NAISSANCE DE SA PREMIÈRE FILLE, MALIA ANN OBAMA

☆ **2000**
IL SE PRÉSENTE À LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS DU CONGRÈS AMÉRICAIN. IL EST BATTU.

☆ **2001**
NAISSANCE DE SA DEUXIÈME FILLE, NATASHA OBAMA

☆ **Juillet 2004**
DISCOURS REMARQUÉ À LA CONVENTION DÉMOCRATE DE BOSTON

☆ **Novembre 2004**
IL EST ÉLU AU SÉNAT DES ÉTATS-UNIS

☆ **10 février 2007**
LANCÈMENT DE SA CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE

FORUM

La langue d'accueil



LYSIANE GAGNON
lgagnon@lapresse.ca

Il y a quand même, parfois, de bonnes nouvelles. Prenez ce récent sondage CROP qui nous apprend que plus des Québécois ont des contacts avec des immigrants, plus ils sont portés à accepter des « accommodements » mineurs.

Neuf Québécois sur 10 disent avoir des contacts faciles avec des collègues de travail provenant de minorités culturelles. Trois sur quatre sont d'accord pour que ces collègues immigrants bénéficient d'arrangements spéciaux pour des raisons religieuses ou culturelles.

Près du tiers des répondants (la plupart étaient des francophones de vieille souche) estiment que la présence d'immigrants dans leur lieu de travail apporte un élément positif à leur vie professionnelle; pour 64 %, c'est un facteur qui a peu d'impact. Seulement 5 % trouvent que la présence d'immigrants est un facteur négatif.

Le tableau s'inverse complètement quand on interroge des gens qui n'ont aucun collègue immigrant (ce qui était le cas d'environ la moitié des répondants). Parmi ces derniers, 43 % pensent qu'il est difficile d'intégrer les immigrants, 79 % s'opposent au réaménagement des horaires pour des congés religieux, 80 % sont contre le port de symboles religieux au travail.

Remarquez, de tels résultats n'ont rien de bien surprenant. C'est l'ignorance qui fabrique les préjugés.



Voici, dans la même veine, le témoignage éloquent qu'un lecteur d'origine vietnamienne m'a envoyé à l'époque des audiences de la commission Bouchard-Taylor.

« La plupart des incidents rapportés sont des incidents locaux qui se règlent dans la très grande majorité des cas à l'amiable, par le dialogue et le compromis. Il n'y a pas de raison d'en faire un plat, encore moins de leur donner une ampleur nationale. N'importe quel travailleur de quartier d'un CLSC peut régler ces incidents en un tour de main. Faire appel à un docteur en histoire et un docteur en philo, c'est vraiment prendre une Cadillac pour traverser la rue.

« J'ai eu l'occasion de rouler ma bosse dans plusieurs pays, poursuit notre correspondant, et je considère le Québec et le Canada comme des pays très tolérants et accueillants. En plus de 40 ans de vie ici, la seule fois où je me suis senti visé, c'est quand Jacques Parizeau a parlé du vote ethnique... Comme bien des immigrants, j'ai quitté ma terre natale pour ne pas avoir à vivre sous un régime totalitaire et oppressif. Pour le reste, je peux m'arranger avec mes voisins. »



J'ai reçu de nombreux courriels à la suite de ma chronique du 24 janvier sur la langue des services au centre-ville.

M. Taillefer apporte un nouvel élément d'information: « Il y a un an, avec un de mes frères, nous avons rénové la salle de bains de notre mère, qui réside à Beaconsfield. Les Reno-Dépôt, Rona, Home-Depôt, etc., de l'Ouest-de-l'Île et de Vaudreuil-Dorion, je les ai tous faits et à plusieurs reprises, et je peux vous dire qu'à chaque visite j'ai été servi en français. Enfant de la Révolution tranquille, je suis assez chatouilleux à propos de l'usage du français. Mais il ne faut pas partir en peur... »

Plusieurs lecteurs m'ont reproché de n'avoir parlé que de la langue de service,

Si l'on me dit « Can I help you? », je réponds en français... et je suis servie en français. N'est-ce pas le plus important?

en oubliant la langue d'accueil. J'avoue que ce n'est pas quelque chose que je remarque. Si l'on me dit « Can I help you? », je réponds tout bonnement en français... et je suis servie en français. N'est-ce pas le plus important? En général, d'ailleurs, cela ne se passe pas comme cela. J'ai l'habitude de dire « bonjour » aux vendeurs dès que je les aborde, alors tout naturellement ces derniers poursuivent la conversation en français.

Il est vrai, comme le soulignent certains lecteurs, que l'accueil en anglais envoie à l'immigrant le signal qu'on peut fonctionner en anglais à Montréal... mais soyons sérieux. C'est un signal minime, amplement contrebalancé par la scolarisation obligatoire en français. D'ailleurs, peut-on cacher aux immigrants la réalité, et faire comme si Montréal n'était pas en Amérique, comme si l'anglais ne comptait pas une population anglophone, et comme si l'anglais n'était pas la seconde langue parlée à Montréal? C'est la réalité, elle est incontournable et les immigrants la connaissent très bien même si certains veulent la nier.

La menace nationaliste

Sans sourciller le moins du monde, le nationalisme intégral peut fort bien mener directement à la mort de ce qu'il a toujours prétendu défendre

RENÉ-DANIEL DUBOIS



Les textes de cette page sont extraits du livre « Post-scriptum » (info@videographe.qc.ca), signé René-Daniel Dubois et publié récemment (Dramaturges Éditeurs, 2007)

dans un coffret comprenant deux DVD sur l'œuvre et la démarche du dramaturge et pamphlétaire.

Depuis quatre ou cinq ans, je me fais privément sermonner au moins sept ou huit fois par année par des gens – des jeunes, surtout – qui s'échinent à me convaincre de ce que « Ben voyons donc! Tout ça, c'est fini! »: « Tout ça » étant bien entendu censé signifier, ici, « le nationalisme ». Ah bon! Oui, oui, oui, ce n'est plus qu'une question de quelques années et... *twinkle...* nous en serons débarrassés.

Pourquoi donc finirait-il? Parce que, à ce qu'il paraît, les jeunes seraient rendus « beaucoup plus loin que ça » – phénomène qui impliquerait, je n'ai jamais très bien compris le raisonnement, une espèce de génération spontanée. Où donc sont-ils rendus, les jeunes? Ça, ce n'est jamais précisé, mais loin, en tout cas. Et, bien entendu, comme dans toutes les questions touchant directement ou pas au nationalisme, oser mettre cette affirmation en doute, c'est se faire immédiatement accuser de vouloir injurier toute une génération. (...)

Tant que les mécanismes du nationalisme intégral québécois n'auront pas été ouvertement démontrés et leur fonctionnement compris, le nationalisme ne peut pas mourir. Tout ce qu'il peut faire, c'est de continuer ce qu'il fait déjà: régner en termes absolus et sans conteste, quelle que soit la forme transitoire qu'il lui convient pour l'instant de revêtir. Encore une fois ce qui intervient ici pour bloquer la réflexion, c'est la fausse idée que l'on se fait de ce que serait le nationalisme. Non, le nationalisme n'a pas, pas du tout, pour but la préservation d'une culture populaire – ou d'une langue –, ni le bien-être des citoyens habitant une société donnée – ça, ce ne sont que ses prétextes.

Le nationalisme n'est pas une idéologie, c'est une rhétorique: ce n'est pas un biscuit, mais la manière de le mettre en marché – le fait d'en changer l'emballage ne l'affecte en rien. Le nationalisme, c'est une manière de maintenir sur la place publique une et une seule vision de ce que peut être la vie en commun: celle dans laquelle, par le recours à la notion de menace permanente, la population est sommée d'obéir à des élites qui, du fait de la gravité de la situation telle qu'elles la décrivent elles-mêmes puisqu'elles sont les seules à avoir le droit de parler, n'ont aucun compte sérieux à rendre. Le nationalisme, c'est le contraire de la démocratie: c'est opposer aux droits de l'homme le devoir d'assurer la survie de l'ensemble dans des termes qu'il est interdit de discuter.

Ainsi donc, le nationalisme québécois ne peut pas disparaître tant et aussi longtemps que la définition de la société québécoise ne changera pas. Tant et aussi longtemps que le Québec ne se définira pas autrement que par la poursuite de la tâche sacrée de maintenir vivante – ou apparemment vivante – une langue menacée (ou un de ses substituts: la foi ou l'indépendance), ce sera, sous quelque forme que ce soit, le



Le nationalisme n'a qu'un seul but, perdurer, et les problèmes dont il entretient lui-même l'existence constituent la justification de son règne.

nationalisme qui se trouvera au cœur de la vie collective et individuelle. Or ce nationalisme a nécessairement un effet direct sur la viabilité du projet dont il prétend faire la promotion: il est lui-même la pire menace imaginable qu'il puisse planer sur lui.

Pourquoi? Parce que, se définissant lui-même comme étant essentiellement « défensif », il a nécessairement besoin

d'être jugées non plus sur leurs sempiternelles promesses ou menaces, mais sur les effets concrets et durables des gestes qu'elles ont posés.

Le nationalisme n'a qu'un seul but, perdurer, et les problèmes dont il entretient lui-même l'existence constituent la justification de son règne. Ça s'appelle une boucle de rétroaction. Et ça mène droit à la nécessité qu'il y

Ne pouvant pas constituer une manière de résoudre les problèmes, le nationalisme est par nature une manière de s'assurer qu'ils ne seront jamais réglés... parce qu'autrement sa raison d'être disparaîtrait.

pour se maintenir que la menace perdure et même, à l'occasion, s'amplifie. C'est la condition essentielle à son règne. Le nationalisme ne peut pas constituer une manière de résoudre les problèmes, il est par nature une manière de s'assurer qu'ils ne le seront jamais, réglés... parce qu'autrement sa raison d'être disparaîtrait... et que, du même coup, les élites qui l'ont promu et en ont tiré profit des générations durant deviendraient susceptibles

ait sur la place publique de moins en moins de sujets susceptibles d'avoir quelque importance que ce soit comparés à lui, puisque n'importe lequel risquerait fort d'affaiblir ce qu'il s'agit justement de préserver à tout prix: l'incriticable pouvoir des élites.

(...) À terme, le nationalisme intégral peut fort bien, sans sourciller le moins du monde, mener directement à la mort de ce qu'il a toujours prétendu défendre. (...)

Vers la disparition...

(...) Wo! où est-ce que je m'en vais, moi, là?!

Oui, oui, tu m'as très bien vu venir: je suis en train de te dire que je suis convaincu que, sous quelque prétexte que cela finisse par aboutir, la société

Le nationalisme, c'est la capacité de faire défiler sur un claquement de doigts un quart de million de personnes sur la rue Sherbrooke, en faveur d'un accord politique... que pas un traître chat parmi ces 250 000 personnes n'a lu.

québécoise est d'ores et déjà en voie de disparition. Et que cette disparition n'est pas due aux immigrants – surtout pas, bien au contraire! –, ni au contexte nord-américain en général ou canadien en particulier, mais bien aux choix explicites effectués par ses élites au fil

des décennies, depuis un siècle et demi. Le nationalisme au pouvoir, aussi longtemps qu'il l'a été ici, mène droit à la destruction de la société qu'il a permis de contrôler. Essentiellement, il n'est rien d'autre qu'une drogue qui provo-

que une phénoménale addiction menant directement à la mort par asphyxie du cerveau. En échange, il procure au passage de formidables *trips* de pouvoir.

Or, qui sont les empêcheurs de triper en rond les plus redoutables? Les intellectuels et les artistes. À la fin du XIX^e

siècle, en France, « intellectuel », c'est l'insulte inventée par les nationalistes pour dénoncer ceux qui osent ne pas laisser entière carte blanche à l'armée pour se livrer à toutes les manœuvres nécessaires à la « revanche sacrée ». Et en Allemagne, dans les années 30 et 40... « Quand j'entends le mot culture, je sors mon revolver. »

Pas vraiment étonnant: le nationalisme, c'est la capacité de faire défiler sur un claquement de doigts un quart de million de personnes sur la rue Sherbrooke, en faveur d'un accord politique... que pas un traître chat parmi ces 250 000 personnes n'a lu – l'idée ne leur en a d'ailleurs même pas traversé l'esprit –... alors que près de la moitié des garçons, dans la ville même où se tient le défilé, ne terminent pas leurs études secondaires... minant pas leur calice de chat ne dise un *tabarnak* de mot.

QU'EN PENSEZ-VOUS?
forum@lapresse.ca

André Desmarais > Président du conseil d'administration **LA PRESSE**
 Guy Crevier > Président et éditeur
 Philippe Cantin > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
 Eric Trottier > Directeur de l'information **André Pratte** > Editorialiste en chef

FORUM

ÉDITORIAUX

Stoppons la chicane!



nathalie.collard@lapresse.ca

NATHALIE COLLARD

Cet après-midi, des manifestants vont marcher pour réclamer l'arrêt de la réforme pédagogique à l'école secondaire. La coalition à l'origine de cette marche a recueilli plus de 25 000 signatures de citoyens qui demandent de ne pas implanter le nouveau programme au 4^e et 5^e secondaire et de recentrer l'enseignement sur les connaissances.

La semaine qui s'achève a connu son lot de débats enflammés qui laissent bien des parents perplexes: qui va-t-on aider en interrompant brusquement l'implantation d'un régime pédagogique?

Avant d'imposer un moratoire, commençons donc par évaluer les effets de cette fameuse réforme. À l'heure actuelle, les anti-réformes brandissent toujours les mêmes chiffres, des résultats de tests internationaux qui datent de quelques années et qui montrent que les Québécois ont reculé en français, en maths et en sciences. À quoi ce recul est-il dû? Les tests ne le disent pas. Pour cette raison, une véritable analyse s'impose. Lorsque nous l'aurons entre les mains, on saura de quoi on parle et on pourra prendre les décisions qui s'imposent.

Ce qui ne signifie pas qu'il faille croiser les bras et ne rien faire jusque-là. À l'heure actuelle, la ministre de l'Éducation dispose de suffisamment d'information pour apporter des correctifs dès l'année prochaine.

En commençant par l'aide aux enfants en difficulté. Depuis qu'ils ont été intégrés aux classes régulières, le rythme d'apprentissage est ralenti et les enseignants ne savent plus où donner de la tête. C'est loin



PHOTO ARCHIVES LA PRESSE

d'être un contexte idéal pour implanter une nouvelle approche pédagogique qui mise sur l'autonomie des enfants. Où sont les professionnels (orthopédagogues, psychologues, etc.), maintes fois annoncés depuis plusieurs années? Tous les parents n'ont pas les moyens de payer un tuteur à leur enfant qui accuse un retard. Il faut les aider.

Il y a quelques mois, la ministre a également promis de redresser la barre quant à l'enseignement du français. Pas besoin d'un moratoire pour resserrer les exigences, cela peut être entrepris immédiatement. Même chose pour la formation des maîtres, un problème criant qui ne peut être mis sur le dos de la réforme. On répète depuis des années que cette formation est inadéquate. Qu'attend-on pour agir?

Sur le fond, tout le monde dit à peu près la même chose: les fondements de la réforme étaient nobles, on s'est enfoncé dans les fleurs du tapis en cours de route.

Ce n'est pas une raison pour tout arrêter. En Finlande, qui termine toujours bonne première dans les évaluations internationales, on utilise la même approche pédagogique basée sur les compétences, mais on dépense moins par élève et on obtient un taux de réussite qui approche les 100%. Comment réussit-on

ce petit miracle? Quelques explications: une organisation scolaire plus souple, une grande autonomie laissée à l'école, une véritable valorisation de l'enseignant, et surtout, des enfants placés au cœur des préoccupations. Prenons des notes.

Au cours des dernières années, au Québec, il s'est dépensé plus d'énergie à trouver un coupable qu'à rectifier le tir d'une approche pédagogique qui compte plusieurs aspects stimulants, et ce, autant pour les élèves que pour le corps enseignant.

S'il y a quelque chose à stopper immédiatement, ce sont ces disputes stériles qui n'aident ni les élèves ni les parents. Imposons un moratoire sur la chicane. Et perfectionnons la réforme.

Espoir contre l'alzheimer



akrol@lapresse.ca

ARIANE KROL

C'est l'histoire d'un obèse désireux de maigrir qui a plutôt rajeuni de 30 ans. Et d'une découverte accidentelle qui pourrait déboucher sur un traitement révolutionnaire de l'alzheimer. Tout cela parce que des chercheurs ont abordé un problème de façon originale, et qu'un patient leur a fait confiance. C'est souvent ainsi que progresse la science.

L'expérience, relatée cette semaine dans la publication scientifique *Annals of Neurology*, a fait le tour du monde. En 2003, une équipe de chercheurs torontois a tenté une opération inédite: implanter un stimulateur électrique

Pour une société inquiète du vieillissement de sa population, l'avenue est prometteuse.

dans le cerveau d'un patient dans l'espoir de contrôler son appétit. À leur grande surprise, l'intervention a plutôt eu pour effet de raviver un souvenir enfoui depuis 30 ans, avec une acuité telle que le patient avait l'impression de revivre la scène en direct. Celui-ci s'est ensuite prêté à plusieurs semaines de tests, qui ont permis de constater à quel point sa mémoire s'améliorait sous l'effet de la stimulation électrique.

Il s'agit d'une découverte majeure à plusieurs égards. D'abord, c'est la première fois qu'on démontre la possibilité d'améliorer la mémoire en insérant des électrodes dans le cerveau. De plus, la zone stimulée, l'hypothalamus, n'était généralement pas considérée comme un siège de la mémoire.

Et dire que certains considèrent encore l'obésité comme un problème relevant de la volonté et non de la médecine! Si les chercheurs de l'Université de Toronto n'avaient pas pris au sérieux la détresse du patient, qui avait tout essayé pour perdre cet excès de poids dommageable pour sa santé, ils n'auraient jamais entrepris cette opération si riche d'enseignements.

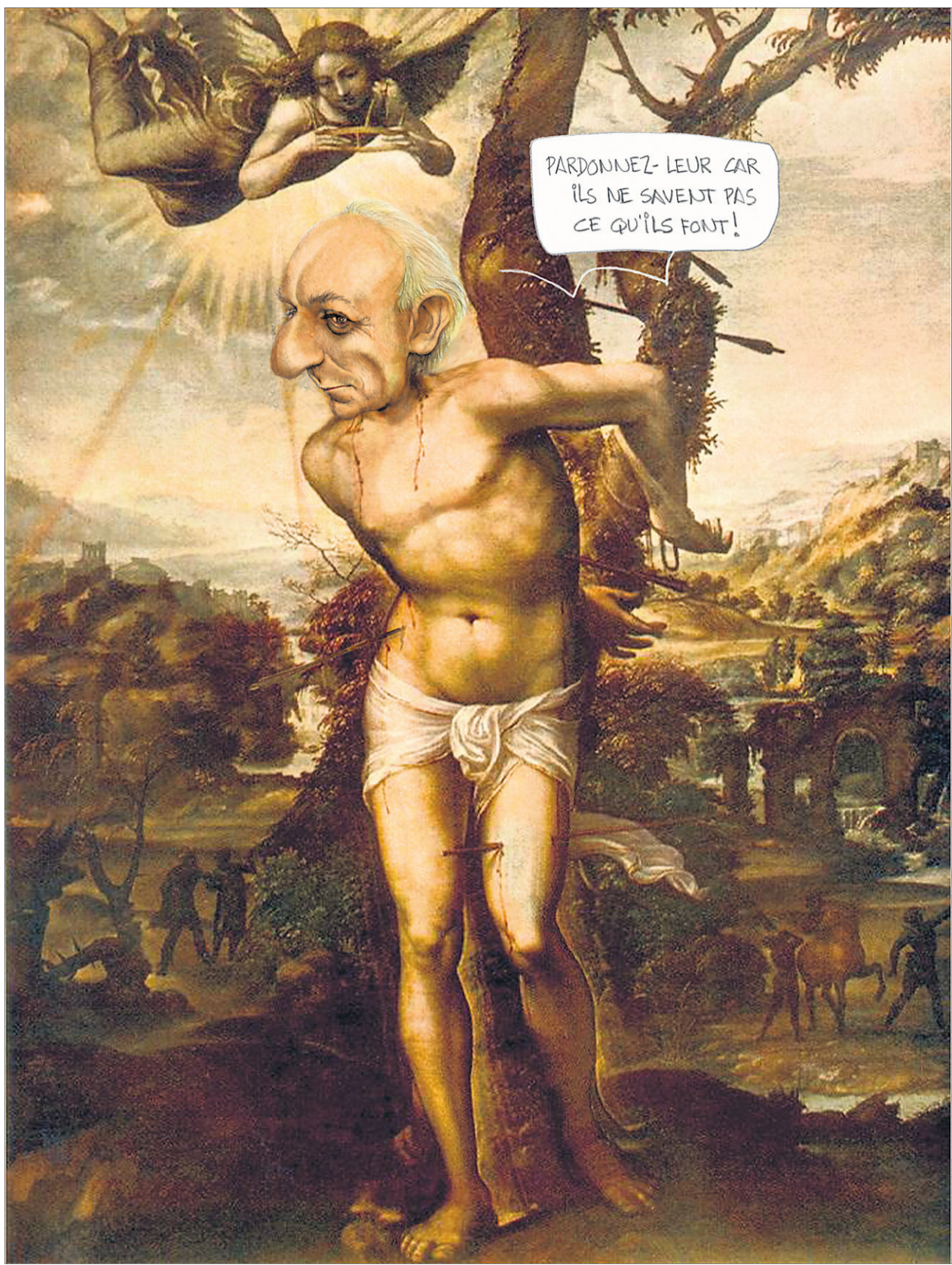
Le Dr Andres Lozano, qui a reçu sa formation en neurochirurgie à l'Université McGill, poursuit ses recherches sur des patients atteints de l'alzheimer. Il leur implante des stimulateurs afin d'enrayer les ravages de la maladie. Si le procédé s'avère sans danger, la recherche sera élargie à un plus grand nombre de sujets.

Il ne s'agit pas de donner de faux espoirs aux personnes atteintes de l'alzheimer ou à leurs proches. Dans le meilleur des cas, il faudra six ou sept ans avant qu'un dispositif puisse être commercialisé, et il devra être implanté à un stade précoce de la maladie. Mais pour une société inquiète du vieillissement de sa population, c'est une avenue prometteuse.

Il faut savoir que ce type d'appareil, qu'on pourrait comparer à un stimulateur cardiaque (*pacemaker*), ne relève pas de la science-fiction. Plus de 40 000 personnes dans le monde en ont déjà un relié à leur cerveau. C'est en effet un traitement très efficace pour contrôler le parkinson.

Il est aussi très encourageant de voir que la recherche sur l'alzheimer ne se mène pas uniquement sur le front pharmaceutique, mais également sur celui de l'appareillage médical. L'ampleur du mal est telle qu'il ne faut négliger aucun moyen pour le contrer.

Le patient obèse n'a malheureusement pas réussi à maigrir. Mais en acceptant qu'on explore sa boîte crânienne, il a contribué à une découverte beaucoup plus spectaculaire que n'importe quelle perte de poids.



serge.chapleau@lapresse.ca

DROITS RÉSERVÉS

FORUM@LAPRESSE.CA

Un Dow Jones du français?

Le débat stérile sur la langue parlée à la maison refait surface tous les cinq ans

MICHEL PAILLÉ



Démographe, l'auteur est chercheur associé à la chaire Hector-Fabre de l'UQAM. De 1980 à 2004, il a œuvré

au Conseil de la langue française, puis à l'Office québécois de la langue française.

Le cri du cœur très pertinent de M^{me} Havrankova (*La Presse*, 29 janvier) a ramené un malentendu qui circule encore dans notre société. Malentendu que certains se plaisent à cultiver sans que l'on sache trop ce qu'ils recherchent au juste.

En insistant sur l'usage du français au foyer, certains analystes laissent entendre que les succès de notre politique linguistique, dont l'intégration des immigrants, se mesurent d'abord et avant tout au moyen de données comme celles rendues publiques en décembre 2007 par Statistique Canada. On voudrait faire de la langue parlée à la maison un «Dow Jones» de la situation linguistique que l'on ne ferait pas autrement. Ce débat stérile refait surface tous les cinq ans, au rythme des recensements canadiens.

Pourtant, les domaines visés par la loi 101 portent plutôt sur la langue d'enseignement, la langue du travail, la langue de communication entre le gouvernement et les citoyens, l'affichage, etc. Au delà de la loi 101, notre politique linguistique touche, entre autres, à la sélection des immigrants et à la francisation des adultes qui ne connaissent pas le français en arrivant ici. Conséquent, l'évaluation de notre politique linguistique doit se faire en examinant d'abord les domaines où elle s'applique en tout premier lieu.

Tout comme ma compagne qui est de langue maternelle allemande, M^{me} Havrankova n'avait pas à parler le français chez elle pour s'intégrer à la majorité francophone québécoise. À court terme et au plan personnel, l'intégration des immigrants dans toute société d'accueil se joue d'abord dans le domaine public. Que certains poussent l'intégration plus loin, tant mieux. Mais ne reprochons pas aux autres – en l'occurrence, une majorité –, de parler leur langue maternelle, transmettant ainsi cet héritage à leurs enfants.

À plus long terme

Mais la société dans laquelle notre politique linguistique s'inscrit n'est pas statique. Sa dynamique tient à de nombreux facteurs tels sa fécondité, ses migrations, ses mouvements migratoires internes, etc. C'est là où les études démographiques sont utiles afin d'entrevoir où mènent les tendances lourdes.

Le Canada et le Québec s'intéressent aux projections démographiques selon la langue parlée à la maison. À l'extérieur du Québec, le devenir des minorités francophones est préoccupant du fait d'une importante anglicisation d'une génération aux suivantes. Cette anglicisation s'ajoute d'ailleurs à une trop faible fécondité.

Au Québec, l'avenir de la majorité francophone, trop peu féconde elle aussi depuis plus de 35 ans, dépendra à long terme de la somme des choix individuels ainsi que du succès de quelques politiques publiques. Outre la loi 101, rappelons que notre politique d'immigration est explicitement conçue pour soutenir notre croissance démographique chétive et pour assurer «la pérennité du fait français».

À long terme et au plan collectif, le choix du français comme langue du foyer par des personnes de langue maternelle



PHOTO ARCHIVES LA PRESSE

La loi 101 avait pour objectif de faire du français la langue de la vie publique. À cet égard, c'est une réussite.

tchèque, allemande, chinoise, espagnole ou autre, sera déterminant. Rappelons que la loi 101 avait pour objectif de faire du français la langue de la vie publique afin qu'il remplace graduellement l'anglais comme langue au foyer par les enfants et les descendants des immigrants venus au Québec depuis 1977. À cet égard, la loi 101 a réussi, car on observe que le français se substitue progressivement à l'anglais.

En somme, face à la question linguistique, il importe de bien distinguer les comportements INDIVIDUELS à court terme de ceux des GROUPES linguistiques à plus long terme. Il faut regretter que la publication récente de données linguistiques portant sur des PERSONNES ait conduit certains analystes à y voir le recul d'une LANGUE, en l'occurrence le français. S'il y a un recul du français, c'est autrement qu'il faut le démontrer.

À VOTRE TOUR

LETTRE DE LA SEMAINE

Financement ou harcèlement?

CLAUDE FROMENT
L'auteur habite à Amherst, dans les Laurentides.

Lorsqu'en 2006, après que j'eus fait parvenir un don à un organisme que je finance ordinairement et reçu, dans les jours suivants, de ce même organisme une nouvelle demande de financement, je me suis demandé s'il s'agissait d'un hasard ou d'une habitude de leur part.

J'ai donc décidé, en 2007, de ne répondre à aucune sollicitation tout en conservant toutes les demandes, histoire de voir.

J'ai reçu 40 demandes de 18 organismes, toutes ayant le même objectif: avoir mon argent. Pourtant, je ne suis pas parmi les nantis!

Ma première conclusion est que le fait que l'on ait donné ou non n'est jamais pris en considération.

Ma deuxième conclusion est la suivante: que l'on ait donné ou non, la fréquence de sollicitation est automatique et suit un calendrier précis.

À titre informatif, voici la répartition des demandes reçues en 2007:

- La Fondation des maladies du cœur du Québec: sept fois.
- La Fondation québécoise du cancer: six fois.
- La Fondation du cancer de la prostate: cinq fois.
- La Fondation de l'Institut de cardiologie de Montréal: trois fois.
- L'Institut national des aveugles: trois fois.

- L'Association québécoise de la fibrose kystique: deux fois.

- La Fondation médicale des Laurentides: deux fois.

- La Fondation des aveugles du Québec: deux fois.

- Et une fois chacun pour l'Oratoire Saint-Joseph de Montréal, Développement et Paix, les Artistes-peintres du pied, la Société Alzheimer, l'Unicef, Épilepsie Canada, la Fondation de l'hôpital Sainte-Justine, la Fondation canadienne du rein, la Société canadienne de sclérose en plaques et la Société de recherche sur le cancer.

Bien entendu, ces causes sont toutes valables, mais on peut se questionner sur la façon d'administrer nos dons en considérant le travail de préparation, les impressions souvent couleur, le matériel utilisé pour la sollicitation – les papiers sont souvent d'excellente qualité –, les coûts postaux, ainsi que les gadgets qui sont souvent inclus. Je me demande si ces campagnes, multipliés à maintes reprises, rapportent tant que ça.

Il est vrai que l'on peut choisir l'organisme ou les organisations auxquels on veut contribuer, ou s'abstenir de participer. Cependant, s'il s'agissait d'un autre domaine que celui de la charité, on parlerait de harcèlement.

L'auteur de la lettre de la semaine, Claude Froment, recevra une copie laminée de cette page.



PHOTO RÉMI LEMÉE, LA PRESSE

Claude Froment, qui a reçu en 2007 une quarantaine de demandes de financement provenant de 18 organisations, considère que la stratégie utilisée par les organismes de charité frôle le harcèlement.

« Vous, mais pas elle... »

JOHANE BERGERON
L'auteure est une Montréalaise.

Dans la soirée du 31 décembre dernier, je fête l'amorce de l'année 2008 chez un membre de ma famille. La maison est belle, le monde est «swell» et la quantité de bouffe est plus que généreuse. On est sans aucun doute dans un milieu d'abondance. Comme la fête a lieu à plusieurs kilomètres de mon domicile et que je n'ai pas d'automobile, il est convenu que je dorme là.

Le lendemain matin, au déjeuner, reprise des conversations. L'un des convives offre à une personne de devenir son médecin de famille. La personne en question demande: «T'as de la place?» Le médecin répond par un signe affirmatif de la tête.

Comme j'habite le quartier de pratique de ce médecin, je lui demande s'il peut m'ajouter à sa liste de patients réguliers. Sa réponse est également affirmative. De cette façon, je pourrai transférer mon dossier de mon ancien lieu de résidence vers son bureau, situé à 10 minutes de mon domicile.

Trois jours plus tard, je réfléchis à nouveau à ma demande de transfert et je me rétracte.

Depuis trois ans, je suis bénévole auprès d'une jeune mère seule aux études. Du mieux de mes connaissances,

Sur la base de quels motifs les médecins peuvent-ils choisir leurs patients?

de mon jugement et de mes capacités, je tente d'apporter du soutien à cette famille dans le but d'améliorer sa qualité de vie. Elle habite justement le quartier où ledit médecin pratique. Je me dis qu'il serait préférable de lui laisser ma place puisque son médecin actuel pratique sur la Rive-Sud, lieu de son ancienne résidence.

Pour faciliter son accès à des soins de santé, il me semble plus approprié qu'elle puisse bénéficier d'un médecin à proximité de son domicile, de son école et du service de garde fréquenté par son fils. De plus,



PHOTO MORRY GASH, ARCHIVES AP

Trouver un médecin de famille est toujours un peu compliqué.

comme le petit est asthmatique et qu'il fréquente parfois les urgences rattachées à l'hôpital pour lequel ce médecin travaille, je me dis que de centraliser l'ensemble de son dossier devrait faciliter le suivi de son état de santé.

J'entre donc en communication avec la secrétaire du médecin afin de lui faire part de mon idée. Le lendemain, elle me téléphone avec la réponse suivante: «Le D^r X peut vous prendre vous, mais pas elle.» «Ah bon! Et sur quel élément rationnel le médecin se base-t-il pour refuser ma demande?»

Réponse: «Je vais demander au médecin qu'il vous rappelle.»

En attente de la réponse du médecin, je téléphone au Collège des médecins afin de me renseigner de ce côté. On

m'informe qu'un médecin peut choisir ses patients au même titre que le patient peut choisir son médecin. D'accord, mais sur la base de quels motifs les médecins peuvent-ils choisir leurs patients? Comment être assuré que le refus d'un médecin se fait par manque de place et non parce qu'il ne nous aime pas la face? Autrement dit, est-ce qu'avoir un médecin de famille est un privilège ou un droit, au Québec?

Je n'ai toujours pas de réponse du médecin concerné à l'heure actuelle. Quelqu'un peut-il éclairer ma lanterne?

Des produits d'ici, vraiment?

PIERRETTE L. STE MARIE
L'auteure est une résidente de Brossard.

Choisir des produits de consommation devient un véritable travail de détective. D'où provient vraiment l'article que je sélectionne? Avec quoi a-t-il été fabriqué et dans quelles conditions? Les informations pertinentes sont-elles toujours clairement indiquées? Je me suis donc appliquée à lire les étiquettes avec attention pour tous les produits.

À titre d'exemple, un savon de bain «importé par», ça veut dire quoi? Cette information ne me dit pas où il a été fabriqué.

Comme consommatrice, je pense avoir le droit d'obtenir des informations justes et précises quant à l'origine et à la teneur des ingrédients utilisés dans les produits que je vais acheter. Je

veux avoir la liberté de choisir ce que j'achète en ayant toutes les informations dont j'ai besoin.

L'expression «Acheté au Québec» ne veut pas dire «Fabriqué au Québec». Par ailleurs, «Produit

Je veux avoir la liberté de choisir ce que j'achète en ayant toutes les informations.

du Canada» pourrait-il vouloir dire que la matière première provient d'ailleurs, mais est transformée ici?

Autre exemple, un simple pot de relish. L'indication notée sur le pot: «Importé des Indes». C'est clair, mais pour le moins étonnant car, à ma connaissance, on produit déjà plein de concombres au Canada.

Si mon pot de relish provient de l'Inde, combien de kilomètres et d'énergie a-t-on dépensés pour le conduire jusqu'aux tablettes des magasins? S'il avait été fabriqué au Québec, cela aurait donné du travail à des producteurs et à des travailleurs d'ici. Nous pourrions critiquer et influencer le mode d'agriculture utilisé.

Les informations sont de plus en plus difficiles à décoder. Comment nous y retrouver afin d'acheter avec une conscience de l'environnement, avec les bons indices pour notre santé? Autrement dit, savoir ce que nous mangeons et dans quelles conditions les articles ont été fabriqués. Et avec une préoccupation pour notre développement économique. Acheter, c'est voter!

Priorité aux marchandises!

JOCELYN TREMBLAY
L'auteur demeure à Saint-Bruno.

Depuis un certain temps, on entend parler de mesures législatives qui viseraient à donner des contraventions aux conducteurs dont le moteur est en marche pendant plus de quelques minutes lorsqu'ils sont stationnés.

J'aimerais connaître la position des gens qui prônent de telles mesures face au fait que des milliers de véhicules sont régulièrement «stationnés» sur le pont Victoria et ses voies d'accès par le passage d'un train du Canadien National dans la rue Bridge, à Montréal. Leur distribuera-t-on des contraventions?

Sans doute que cette idée fait déjà saliver les policiers patrouillant à Saint-Lambert, dont la réputation sur la «gâchette» des contraventions est légendaire!

Dernièrement, j'ai estimé qu'il y avait eu plus de 2500 véhicules qui avaient été immobilisés pendant plus d'une heure à la suite du passage d'un train dans la rue Bridge.

Ne serait-il pas plus intelligent de demander aux autorités du



PHOTO ALAIN ROBERGE, ARCHIVES LA PRESSE

Congestion en vue, rue Bridge, provoquée par le passage d'un train du CN.

CN de pratiquer un minimum de planification, afin que les trains n'obstruent pas la rue Bridge aux heures de pointe?

Régulièrement, il y a des retards de 10, 15, 30 et parfois 60 minutes subis par les automobilistes, parce que le CN «exerce» sans aucune considération son «droit de passage». Parlez-en au chroniqueur à la circulation Yves Desautels, de Radio-Canada.

À mon avis, on pourrait réduire la pollution de milliers de véhicu-

les, sans aucune législation, si le CN avait un minimum de sensibilité pour l'environnement.

Je me suis déjà fait répondre par le service des relations publiques du CN que les trains de marchandises avaient une priorité de passage. Quelle belle attitude en 2007!

Lorsqu'une entreprise considère que les marchandises sont plus importantes que les citoyens, à mon avis, elle est encore à l'ère des locomotives à vapeur!

POUR NOUS JOINDRE La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE? Écrivez-nous à nouvelles@lapresse.ca

RÉDACTION (514) 285-7070
commentaires@lapresse.ca

ABONNEMENT (514) 285-6911 ou 1 800 361-7453
cyberpresse.ca/abonnement

PETITES ANNONCES (514) 987-8363 ou 1 866 987-8363
petitesannonces@lapresse.ca

DÉCÈS (514) 285-6816
deces@lapresse.ca

CARRIÈRES (514) 285-7320
carrieres@lapresse.ca

PUBLICITÉ (514) 285-6931